

## COMMUNE D'OUFFET

### CONVOCAATION DU CONSEIL COMMUNAL C.D.L.D.

Art.L1122-11 Le Conseil s'assemble toutes les fois que l'exigent les affaires comprises dans ses attributions, et au moins dix fois par an.

Lorsqu'au cours d'une année le conseil s'est réuni moins de 10 fois, durant l'année suivante, le nombre de conseillers requis à l'article 1122-12, alinéa 2, pour permettre la convocation du conseil est réduit au quart des membres du conseil.

Art.L1122-12 Le Conseil est convoqué par le Collège des Bourgmestre et Echevins. Sur la demande d'un tiers des membres en fonction, le Collège des Bourgmestre et Echevins est tenu de le convoquer aux jour et heure indiqués.

Art.L1122-13 §1<sup>er</sup> Sauf les cas d'urgence, la convocation se fait par écrit et à domicile, au moins sept jours francs avant celui de la réunion; elle contient l'ordre du jour. Ce délai est toutefois ramené à deux jours francs pour l'application de l'article L1122-17, alinéa 3. Les points de l'ordre du jour doivent être indiqués avec suffisamment de clarté.

§2 Pour chaque point de l'ordre du jour, toutes les pièces s'y rapportant sont mises, à la disposition, sans déplacement des membres du Conseil Communal, dès l'envoi de l'ordre du jour. Le règlement d'ordre intérieur visé à l'article L1122-18 peut prévoir que le Secrétaire Communal ou les fonctionnaires désignés par lui fournissent aux Conseillers qui le demandent des informations techniques au sujet des documents figurant au dossier; dans ce cas, le règlement d'ordre intérieur détermine également les modalités suivant lesquelles ces informations techniques seront fournies.

Art.L1122-15 Le Bourgmestre ou celui qui le remplace préside le Conseil. La séance est ouverte et close par le Président.

Art.L1122-17 Le Conseil ne peut prendre de résolution si la majorité de ses membres en fonction n'est pas présente. Cependant si l'Assemblée a été convoquée deux fois sans s'être trouvée en nombre compétent, elle pourra, après une nouvelle et dernière convocation, délibérer, quel que soit le nombre des membres présents, sur les objets mis pour la troisième fois à l'ordre du jour. Les 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> convocations se feront conformément aux règles prescrites par l'article L1122-13, et il sera fait mention si c'est pour la 2<sup>ème</sup> fois ou pour la 3<sup>ème</sup> fois que la convocation a lieu; en outre, la 3<sup>ème</sup> convocation rappellera textuellement les deux premières dispositions du présent article.

Le 18 mai 2015

A «Titre» «Prénom» «Nom», «Poste»,

Conformément aux articles L1122-11 et L1122-12 du CDLD, nous avons l'honneur de vous convoquer à la séance du Conseil Communal qui aura lieu à la Maison communale d'OUFFET le 26 mai 2015 à 20H00'.

L'ordre du jour de cette assemblée est reproduit ci-après.

#### ORDRE DU JOUR.

Première convocation.

#### SEANCE PUBLIQUE :

1. Comptabilité fabricienne – Compte ex. 2014 de l'Eglise protestante évangélique de Huy – Approbation : décision à prendre.
2. FINIMO :
  - a) Apports de parts détenues par les communes associées dans ORES Assets – Approbation ;
    - Annulation des parts B et des créances sur communes y relatives ;
    - Compensation des créances sur communes relative à la montée en puissance avec les réserves disponibles accumulées au 31/12/2014 ;
    - Cession en FINIMO des parts sociales A que les communes associées détiennent en ORES Assets – Apport en FINIMO et création de parts en FINIMO ;
    - Compensation des créances sur les communes associées relatives aux recapitalisations en ORES Assets en 2013 et 2014 ;
  - b) Modifications statutaires – Approbation.
3. Assemblées générales de diverses intercommunales – Approbation des ordres du jour : décision à prendre.
4. GAL - Convention portant sur l'organisation de la mise à disposition des 2 désherbeurs thermiques : décision à prendre.
5. Fiscalité communale – Règlement communal pour les frais de 2<sup>e</sup> rappel des taxes et redevances communales : décision à prendre.
6. Propriété communale sise rue du Perron – Convention octroyant un droit de passage dans le cadre d'un permis d'urbanisme :
7. Espaces multisports – Règlement de police administrative – Adoption : décision à prendre.
8. Police – Sanctions administratives communales – Mise à disposition d'un fonctionnaire sanctionnateur – Application de l'article 1<sup>er</sup> 62 – Demande au Conseil provincial : décision à prendre.
9. Police : divers arrêtés pris depuis le 27/04/2015 : ratification.

#### SEANCE A HUIS CLOS:

10. Demande(s) de concession de terrain de sépulture, déc. à prendre.

Par le Collège,

Le Directeur général,  
Henri LABORY

La Bourgmestre,  
Caroline MAILLEUX